

Re:new

PROGRESSIVE CONVENTION

Brussels, 25-26 November 2011



Résolution générale du PSE

Adoptée au Conseil du PSE le 24 novembre 2011

Non, la crise que traverse l'Europe n'est pas finie. Non, nous ne nous acheminons pas vers une reprise de la croissance. Non, nous ne nous acheminons pas vers une reprise de l'emploi. L'Europe s'achemine au contraire vers une hausse du chômage et vers une nouvelle récession, un spectre qui ne cessera de nous hanter tant que nous ne changerons pas de politique.

Des millions de citoyens européens continuent de subir les conséquences de la crise économique, financière et politique la plus grave de ces dernières années. Ils ne sont pas responsables de cette situation, et pourtant, ce sont eux qui en paient le prix. Cette crise est le constat d'un double échec. D'une part, l'échec du système financier et, d'autre part, l'échec des politiques menées. La faillite du système financier est imputable à la cupidité, et les politiques menées ont échoué précisément parce que la majorité conservatrice et néolibérale en Europe n'a pas voulu mettre un terme à cette cupidité.

L'Europe est depuis trop longtemps entre de mauvaises mains. Aujourd'hui, l'heure du changement a sonné. L'heure est venue de donner les rênes à une nouvelle majorité progressiste, qui remettra l'Europe sur la bonne voie. La roue est en train de tourner. Alors que de nouvelles majorités se formeront, nous nous efforcerons de faire adopter notre sortie progressiste à la crise.

Le PSE, tous ses membres et organisations, est prêt à prendre nos responsabilités et à mener l'Europe sur une voie nouvelle. Notre programme est prêt, et il est clair. C'est un programme axé sur la création d'emplois, la stimulation de la croissance et la consolidation et la stabilisation des finances publiques. Nous sommes prêts à faire renaître l'Europe, une Europe synonyme de prospérité, de confiance et d'espoir.

Notre plan de sortie de crise est le seul qui soit juste et viable. Il repose sur quatre piliers:

1. **Un plan d'investissement dans la croissance verte, l'emploi, la cohésion sociale et territoriale.** La réduction des dépenses publiques n'est pas une approche suffisante pour sortir de la crise. Au contraire, un programme adéquat pour l'UE27 prévoyant **210 milliards d'euros d'investissements publics et privés par an (ce qui correspondrait à une augmentation des investissements publics de 1,1 point de pourcentage) permettrait de créer 12 millions de nouveaux emplois au cours des 10 prochaines années**, et ainsi de faire reculer le chômage de 7,7 %, tout en réduisant le déficit public à une moyenne de 1,2 % du PIB entre 2016 et 2020. Nous avons besoin d'**investissements de cette ampleur pour créer de nouveaux emplois et générer une croissance durable.** L'innovation et la revitalisation de la production industrielle ainsi que l'amélioration des soins de santé permettront de créer les nombreux emplois décents dont l'Europe a tant besoin, en particulier pour les jeunes, les femmes et les travailleurs âgés. L'amélioration de l'éducation et le renforcement des compétences et de l'innovation sont des politiques clés. Notre programme est fondé sur un système de contribution sociale étendue et de protection sociale poussée. Il préconise une économie verte et sans carbone. Il renforce la base industrielle de l'Europe et prône une meilleure utilisation des fonds européens afin de préserver et de promouvoir une croissance juste et la solidarité dans l'ensemble de la région.



Nous avons un plan concret pour financer ce programme. Il repose sur la justice sociale. L'Europe doit se doter d'un nouveau plan de financement des investissements, un plan qui soit juste, qui introduise une taxe sur les transactions financière et une fiscalité écologique. L'évasion fiscale doit être combattue et nos systèmes fiscaux rendus plus progressistes. L'épargne constituée par les salariés auprès des caisses de retraite et des compagnies d'assurance doit être protégée contre de nouvelles crises des marchés financiers. Ils doivent être réorientés vers le financement d'investissements à long terme dans le cadre de projets de partenariat public-privé. Cela permettra de créer davantage d'emplois et de stabiliser les revenus de l'épargne-retraite des salariés.

2. **Un « printemps démocratique » pour le secteur financier.** Cette démocratisation doit passer par la création d'une Agence européenne de notation indépendante et d'une Taxe sur les transactions financière sans niches. Nous devons séparer les services bancaires aux particuliers des services bancaires d'investissement afin de protéger les épargnes des citoyens, interdire les ventes à découvert et les swaps sur défaillance de crédit ainsi que les autres pratiques dangereuses, et apporter suffisamment de pouvoir aux nouvelles autorités européennes de surveillance. Les marchés financiers n'auraient jamais dû être autorisés à régner en maîtres sur nos sociétés. **Trois ans se sont écoulés depuis l'affaire Lehmann Brothers mais, en réalité, la réforme financière aurait dû avoir lieu il y a 30 ans.** Nous devons regagner le terrain perdu ces dernières années. Nous devons rendre au monde financier la place qui est la sienne, la place qu'il occupait auparavant, en d'autres termes, le remettre au service de l'économie réelle, au service de nos sociétés.
3. **Un système de gouvernance économique plus fort et plus démocratique.**

La première étape pour la stabilisation du marché des obligations souveraines de l'eurozone et donc pour rendre la dette publique supportable, est que la possibilité pour le FESF d'être directement refinancé par la BCE devrait être considérée. La création d'une Agence de Stabilité pour l'eurozone, qui pourrait avoir la possibilité d'émettre des eurobonds, permettrait à l'eurozone de gérer en commun une part définie de la dette publique ainsi que le financement d'investissements transfrontaliers pour la croissance et la création d'emploi. Cela permettrait également à l'eurozone de peser de tout son poids contre les spéculateurs sur les marchés financiers. Le PSE, place ces réformes dans le cadre d'une stratégie commune englobant, économique et sociale, pour l'eurozone. Cette stratégie comprend donc des mesures visant à renforcer la surveillance mutuelle et la responsabilité fiscale, qui ne devrait pas se faire au détriment du modèle social européen et sans interférence européenne sur les politiques salariales nationales. Nous devons aussi assurer une légitimation et responsabilité démocratiques. À cet égard, le Parlement européen doit être mis sur un pied d'égalité avec le Conseil. Telle est l'Europe à laquelle nous aspirons. Nous ne voulons pas d'une Europe dans laquelle les grandes décisions sont prises derrière des portes closes par deux gouvernements conservateurs. Parallèlement, nous devons utiliser la flexibilité prévue par le pacte de stabilité et de croissance afin de laisser des marges de manœuvre à tous les états membres de l'UE en ayant besoin. Un principe clair en Europe est que seule une économie saine basée sur plus d'emploi et de meilleures finances publiques peut délivrer le progrès au peuple européen. La première priorité est que les états membres doivent, à travers une approche commune européenne, promouvoir une économie équilibrée et stable dans laquelle les déficits excessifs soient évités tout créant de la croissance et de l'emploi.

4. **Une Europe unie sur la scène internationale.** En cette période d'instabilité financière, économique et sociale, l'UE doit parler d'une seule voix et tenir un discours progressiste au sein des organisations internationales (ONU, FMI, BM, ...) et du G20. Dans ce nouveau monde multipolaire, l'UE doit jouer un rôle de premier plan et proposer des solutions progressistes dans les domaines de la réglementation financière, du commerce, de l'emploi et du travail décent. L'UE doit, tout en s'attaquant à la lutte contre le changement climatique et la mise en œuvre d'une mondialisation durable, promouvoir une gouvernance démocratique, le développement des normes minimales universelles de protection sociale des Nations unies.



Notre modèle est un modèle social, un modèle démocratique. C'est un modèle qui est profondément ancré dans nos sociétés. Au travers de notre Convention progressiste européenne des 25 et 26 novembre, à laquelle participeront plus de 100 partis, syndicats, ONG, groupes citoyens et des militants, nous réaffirmons avec force ce projet. Il s'agit de la plus vaste consultation d'un parti politique européen jamais entreprise. Nous ne pratiquons pas la politique à huis clos. Notre politique est ouverte à la société, elle puise son inspiration dans la société, elle se met au service de la société.

À l'opposé, le résultat de l'approche de la crise prônée par la droite se résume en trois mots: *austérité, austérité, austérité*. Et aucun doute n'est permis : cette approche ne livre aucun résultat. Elle ne fait qu'aggraver la situation des citoyens. Il est grand temps de changer les choses. Les citoyens européens en ont assez. Ils sont sur leurs gardes. Ils sont angoissés et craignent pour leur avenir. Ils sont en colère car ils sont les victimes d'une crise dont ils ne sont pas responsables. Ils sont en colère car ils paient le prix de l'austérité. Ils réclament à grands cris une politique différente, qui ne leur fera pas payer le prix des errements du marché et des responsables politiques, guidés par une idéologie néolibérale aveuglée. Le citoyen doit retrouver sa place aux commandes de la société.

Le PSE n'a cessé de le répéter. Depuis deux ans, nous clamons haut et fort que l'Europe est sur la mauvaise voie. Aujourd'hui, nos craintes se confirment : quelques 25 millions d'Européens se retrouvent sans emploi, sans réel moyen de gagner leur vie. 25 millions de citoyens se demandent pourquoi ils ont perdu leur emploi. 25 millions de personnes se demandent quel est leur place dans la société. Ils aspirent à un renouveau. Un renouveau au sein duquel un savoir basé sur l'économie est florissant, un renouveau allant vers un apprentissage à long terme pour tous les citoyens.

Nous sommes les porteurs de cette voie nouvelle. Nous proposons des solutions claires pour sortir de la crise, des solutions qui préservent l'État-providence et l'utilisent comme instrument de croissance et de relance. Une solution qui ne punira pas le citoyen pour une crise dont il n'est pas responsable mais qui le rendra à nouveau maître de son avenir. Une solution qui permettra de sortir de la crise en remédiant aux problèmes qui en sont la cause, une solution juste et durable qui repose sur le principe de solidarité européenne. Un renouveau au sein duquel les forces syndicales ont le droit légitime de négocier pour des accords collectifs, avec des salaires justes et des emplois décents.

La crise n'est pas seulement économique. Elle n'est pas seulement sociale. C'est aussi une crise de notre idéal européen et de nos valeurs démocratiques. La légitimité démocratique du projet européen a été fortement ébranlée. Les avancées sur questions relatives à l'égalité des genres subissent un sérieux contrecoup à travers l'Europe. Le sentiment d'appartenance à la communauté, le sentiment de solidarité, la fierté d'avoir des États-providence en Europe, le sentiment de confiance et d'espoir se sont étioilés. Les années de politiques néolibérales ont permis aux marchés financiers d'acquérir un pouvoir considérable et de dicter nos politiques publiques. Cela doit cesser. Là est le fond du problème : nous ne pouvons plus laisser les marchés financiers décider des politiques publiques. Nous sommes déterminés à remettre les politiques entre les mains du peuple. À remettre la politique au service de la société. À reprendre le contrôle démocratique dans nos pays et en Europe.

Partons ensemble à la reconquête de l'Europe. Notre alternative est possible. En retrouvant une nouvelle majorité progressiste, nous pourrons mettre en œuvre notre programme, dans l'intérêt de tous les Européens. Vouloir, c'est pouvoir, nous avons la volonté politique et les recettes.

